

Fukushima : le vrai visage du capitalisme

par Andreas Exner¹

Cette horreur n'en finit pas. Fukushima, 11-septembre de notre système énergétique fondé sur l'utilisation du nucléaire et des combustibles fossiles. Le cauchemar d'un monde qui ne s'intéresse qu'au profit et à l'argent apparaît en résumé dans ce terrifiant réacteur nucléaire, émetteur d'invisibles et mortels rayonnements. Au vu des images et des informations qui nous parviennent du Japon, on croirait assister à un film catastrophe. L'idée que nous nous faisons du potentiel destructeur inhérent au capital semble s'être soudain matérialisée. Quelqu'un a fait remarquer un jour que nous avons moins de difficultés à nous représenter la destruction et les souffrances de populations entières que la vie dans une société fondée sur les notions de partage, d'attention, de coopération. Comment pourrait-il en être autrement ? Le monde ne se montre-t-il pas tel que nous le concevons ? Et de toute éternité nous l'avons conçu ainsi, puisque c'est ainsi qu'il nous apparaît.

Le capitalisme et ses innombrables atrocités nous semblent plus crédibles qu'aucune alternative : nous croyons au capital, funeste promesse d'une croissance infinie, et cyniquement nous lui rendons grâce, comme si la domination de l'homme sur l'homme et sur la nature participait à la grandeur de l'homme. Sans le capitalisme, dit-on, les forces productives n'auraient pas connu un développement aussi faramineux. Sans le capitalisme, nous habiterions encore de sombres masures de pierre et passerions nos journées à trimer sur des terres ingrates. Sans le capitalisme, il n'y aurait ni téléphones portables ni internet. Sans le capitalisme, nous serions incapables de soigner les cancers causés par les rayonnements radioactifs s'échappant de nos centrales. Et l'on en conclut que, sans le capitalisme, la vie serait bien pire.

Quel est le prix à payer pour atteindre une société de partage, d'attention et de coopération ? un autre Fukushima ? deux autres ? trois, quatre, cent autres Fukushima ? C'est une folie, évidemment. Et pourtant, nous avons érigé cette folie en système.

Une richesse au goût amer

Mettre les bienfaits supposés du capital en regard de l'in vraisemblable lot de souffrances qu'il a causées, cause encore et continuera à causer tant que nous ne l'arrêterons pas, constitue une tâche déplaisante mais nécessaire. En l'occurrence, les innovations techniques imaginées par l'esprit humain et mises en œuvre par le capital au mépris des besoins matériels et des limites écologiques, quand ce n'est pas purement et simplement contre l'homme, ne peuvent même pas être portées au crédit du capital. Génie et inventivité ont toujours jailli partout où les hommes se sont associés et sans qu'il soit jamais nécessaire de les payer pour cela. En revanche, on peut imputer au capital la machine à faire de l'argent dans le seul but de faire de l'argent, machine implacable et totalement dépourvue de sens (mais pas d'objectifs) qui a soumis toute chose à sa loi à partir du moment où l'argent est devenu la forme dominante de « richesse » – un mot que l'on ose à peine prononcer dans ce monde qui a épousé la forme de l'argent. Mais cet argent qui constitue la forme inquestionnée de la « richesse », cette économie de marché qui dicte aux gens la manière incontournable dont ils doivent organiser

¹ Paru dans la revue allemande *Streifzüge* n°51, mars 2011 : <http://www.streifzuege.org/2011/fukushima-kapitalismus>. (Ndt)

leur existence, sont en réalité la cause de souffrances énormes et inutiles, en même temps que l'obstacle à tout changement.

Qu'entend-on par « capital » ? Le fait que certains hommes se voient contraints de vendre leur force de travail car c'est leur seul moyen d'existence ; que d'autres achètent cette force de travail car ils possèdent les moyens de production : les machines, les usines, les matières premières, la terre. La vente et l'achat, l'argent et le marché font le lien, constituent les rapports sociaux entre les uns et les autres. Marché et capital sont deux aspects d'un seul et même système. Le marché est la sphère où le capital réalise ses profits par le biais d'honnêtes ventes et s'approprie sans difficulté, par d'innocents achats, tout ce qui est nécessaire à l'exploitation : produits de la nature et matériel humain, métaux, énergie, terre et travail.

L'Etat, quant à lui, garantit que cela continuera éternellement : en gratifiant les travailleurs de quelques « prestations sociales », afin qu'ils se résignent à leur sort et se disent même que tout ne va pas si mal ; en envoyant de temps à autres la police et l'armée dès que quelqu'un relève la tête ; en contrôlant toujours davantage tous les aspects de l'existence, afin d'écraser dans l'œuf toute inquiétude, toute résistance, toute ébauche de société différente qui ne pourrait pas être absorbée et utilisée par le système. L'Etat est loin de se résumer à la police, l'armée, la justice et le gouvernement ; il faut lui inclure tout l'ensemble formé par les syndicats, les écoles et les universités, les entreprises, les journaux, les chaînes de télé, les associations, les ONG, les partis politiques, etc. – en un mot, les mille organisations chargées de maintenir le *statu quo* et de prévenir, par la terreur et la persuasion, toute remise en cause du capitalisme.

Des siècles de souffrance

Depuis ses premiers balbutiements, la forme de rapports sociaux que l'on désigne sous le nom de capital porte en germe la dévastation. Figures du désastre : en Europe occidentale, l'expulsion des paysans hors de leurs terres dès l'aube des temps modernes ; dans les pays du bloc « communiste » (en réalité, des capitalismes d'Etat), une modernisation de rattrapage qui se solda par des millions de morts ; l'expropriation et le déplacement forcés des habitants des ex-colonies consécutivement à l'obtention d'une indépendance toute formelle ; la suppression de terres agricoles qui nourrissaient d'immenses populations afin de faire place aux besoins consuméristes des classes moyennes autochtones en plein essor ; la réduction massive des Africains en esclavage ; la soumission de plus en plus rigoureuse des femmes à la loi masculine par la négation pure et simple de leurs droits à l'émancipation, à l'instruction et aux positions de pouvoir ; le pillage des colonies, la stigmatisation raciste de leurs habitants et la restructuration de leurs appareils étatiques pour servir les besoins du capital ; la destruction ciblée de l'artisanat, aussi bien en Europe que dans les colonies ; l'embrigadement des populations dans l'armée, les *workhouses*, les prisons, les hôpitaux psychiatriques, l'école, la ville planifiée ; et l'élimination de tous ceux qui ne parvenaient pas à s'adapter, ou le refusaient obstinément, se rebellaient et tentaient de bâtir autre chose : une société humaine fondée sur le partage et la coopération.

La dévastation gagne du terrain partout où s'installe le capital : à travers ses crises à répétition comme aussi ses périodes de prospérité, qui ne font qu'accroître la violence de la crise suivante et créent chez une partie des salariés un illusoire sentiment d'opulence reposant sur la consommation de marchandises, lesquelles servent à compenser le manque de liberté et à rétribuer les services rendus à l'ordre capitaliste ; à travers la misère de ceux que le capital refoule en masse vers les bidonvilles, les *sweatshops* et les usines ; à travers les guerres et autres campagnes d'extermination menées par le capital et son vassal, l'Etat. Tantôt la dévastation résulte d'un froid calcul, comme lors du putsch néolibéral de 1973 contre le président chilien Allende, tantôt on est à la limite de la démence, comme avec la « stratégie du

fou » de Richard Nixon² vers la fin de la guerre du Vietnam, avec les milliers de soldats de 14-18 se précipitant ensemble à travers le *no man's land* de mines et de grenades vers une mort certaine, avec enfin les moments de pure aliénation de l'Allemagne nazie finissante, quand l'assassinat des Juifs prenait le pas y compris sur les considérations militaires.

Le désastre planétaire que nous appelons capital n'apparaît pas encore dans toute son ampleur. Quantité de choses que la plupart de nos contemporains considèrent comme des « progrès » ou des « bienfaits » du capitalisme, comportent un héritage mortel dont le vrai visage ne se montrera pas avant des années, des décennies ou des siècles : le changement climatique, les déchets nucléaires, les substances toxiques, les OGM, l'exode rural, les zones mortes de l'océan, sans oublier une infrastructure qui, compte tenu des procédés de production, des passions humaines et des institutions qui lui sont liés, forme un ensemble dangereusement dépendant d'un système énergétique mortifère. Ledit système énergétique doit de toute façon faire face, dans un avenir proche, à un complet effondrement des ressources, qui n'épargnera pas celles indispensables aux centrales nucléaires. Mais d'ici là, il est encore capable de faire de la vie sur terre un enfer sans issue, si nous n'intervenons pas pour y mettre un terme.

D'Hiroshima à Fukushima

Si le Japon opta pour le nucléaire, c'est notamment parce que le pays, passé par une phase de modernisation capitaliste, ne disposait pas sur son territoire des capacités de production d'énergie nécessaires à ses besoins. Au début de la Seconde Guerre mondiale, le boycott américain menaçait le Japon. Craignant par-dessus tout d'être privé d'approvisionnement en pétrole, sur lequel s'appuyait déjà un système capital-marché-Etat en plein essor, le Japon répliqua par une brutale politique d'expansion impérialiste. Au bout du compte, l'indicible kyrielle de souffrances que fut la guerre mondiale s'acheva lorsque les Etats-Unis, se retranchant derrière l'absconse logique de mort des nécessités militaires, mirent l'énergie de l'atome au service de la pure destruction qui reste aujourd'hui encore associée aux noms d'Hiroshima et Nagasaki. Et cette fin était aussi un commencement, celui de l'industrie nucléaire civile qui s'imposa, d'abord avec moult hésitation, puis de façon toujours plus enthousiaste à partir des années 1980, et fournit au capital japonais et au mode de vie de ses salariés des quantités d'énergie sans cesse croissantes.

Ce qui débuta à Hiroshima ne conduisait pas inéluctablement à Fukushima. Bien que la catastrophe actuelle, d'autant plus insupportable que ce sont les hommes eux-mêmes qui en sont responsables, nous frappe et nous bouleverse au plus haut point, il est cependant un fait encore plus terrifiant mais dont la plupart d'entre nous n'ont pas encore pleinement pris conscience, à savoir que Fukushima constituera à terme un infime détail dans le paysage d'horreur et de dévastation que le capital nous prépare, si nous ne l'arrêtons pas. Au Fukushima du nord-est de Honshu, Japon, succèdera un « Fukushima du charbon » qui aggravera encore le dérèglement climatique – bien qu'il soit dès maintenant réclamé à grands cris par les défenseurs du système, au titre d'une « alternative propre » au nucléaire. Par ailleurs, nous vivons d'ores et déjà un « Fukushima de la biomasse » qui se traduit par une stupéfiante mainmise sur les terres du monde entier, arrachant à de vastes populations leurs moyens de subsistance – mais que les défenseurs du système brandissent néanmoins comme une source d'« énergie verte illimitée ». A ne pas confondre avec le « Fukushima des matières premières » que signifierait la mise en œuvre des énergies renouvelables sur une vaste échelle : exploitation de la planète jusqu'au dernier gramme de métal, destruction des

² *Madman-Taktik* : Espérant ainsi accélérer les négociations, Nixon imagina de faire croire aux communistes qu'il était assez fou pour recourir à la bombe atomique. (Ndt)

conditions propices à la vie jusques et y compris dans les dernières zones protégées, et éradication des résistances à l'avènement du vide mental absolu – quoiqu'évidemment, aux dires de leurs nombreux zéloteurs, ces énergies permettraient de rassasier l'immense soif du système capitaliste. Tournant en boucle sur les écrans de télé, le désastre qui a nom capital plonge le spectateur dans l'épouvante et l'apathie.

Fukushima est partout. Fukushima est le capitalisme

Mettre fin au règne du capital, du marché et de l'Etat est une solution. Elle permettrait la fondation d'une société nouvelle basée sur le partage et la coopération, une forme sociale susceptible de perdurer aussi longtemps que l'espèce humaine. Mieux : si nous voulons que l'espèce ait un avenir durable – et pourquoi pas la belle vie ? – il n'y a d'autre solution que d'établir cette société de partage et de coopération. Et c'est urgent.

Traduction : Sînziana